

Sahara occidental : Pour le Maroc, le plan Baker "n'est plus à l'ordre du jour"

Deux semaines après la démission de James Baker de son poste d'envoyé spécial des Nations unies au Sahara occidental, le Maroc ne cache pas son soulagement. "Pour nous, le plan Baker n'est plus à l'ordre du jour", a déclaré au Monde, mardi 22 juin, le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement marocain, Mohammed Benabdallah.

Le Maroc, rappelle-t-il, est "fermement attaché" à une solution politique "définitive et globale", qui accorde "une large autonomie au Sahara" mais "dans le cadre de la souveraineté marocaine". Ceci est "in-dis-cu-ta-ble", martèle M. Benabdallah, et il n'est pas question que le Maroc "aille au-delà".

En rendant son tablier à Kofi Annan, le 11 juin, James Baker a signifié sa lassitude au terme de sept années d'efforts infructueux pour résoudre un conflit vieux de trente ans. Le dernier compromis, proposé en mai 2003 par l'ancien secrétaire d'Etat américain, suggérait de faire du Sahara occidental une région autonome du Maroc pour une durée de cinq ans, période à l'issue de laquelle aurait lieu un référendum. Les habitants de cette ancienne colonie espagnole, annexée par le Maroc en 1975, devraient alors choisir entre le maintien de l'autonomie, l'indépendance, ou l'intégration au Maroc. Le

Front Polisario et son allié algérien ont accepté ce plan, mais le Maroc l'a rejeté.

PRONOSTIC "PRÉMATURÉ"

"Pour nous, la large autonomie-prévue par le plan Baker devait se rapprocher d'un modèle proche de notre aire géographique, c'est-à-dire de ce qui se passe en Espagne, mais en aucun cas proche du fédéralisme américain, comme semblait le souhaiter M. Baker", souligne Mohammed Benabdallah. Pour lui, l'ancien secrétaire d'Etat américain n'a "pas aidé à rapprocher les points de vue". James Baker, assure-t-il, "avait en tête une solution et cherchait absolument à l'imposer", alors que "la France, les Etats-Unis, et un certain nombre d'autres pays" sont aujourd'hui convaincus qu'"aucune solution ne peut être imposée aux parties, et en particulier au Maroc".

Quelle sera la voie empruntée par Alvaro de Soto, nouveau responsable du dossier du Sahara occidental à l'ONU, qui a été chargé par Kofi Annan de "continuer à travailler à la recherche d'une solution" ? M. de Soto souligne que, durant les cinq derniers mois, il a été retenu par le dossier chypriote et que tout pronostic sur la question du Sahara serait aujourd'hui "prématuré". "Je verrai M. Baker, et je me

rendrai à Washington et à Paris -autour du 5 juillet- avant de reprendre mon poste à El-Ayoum et de contacter les parties", a-t-il déclaré au Monde. Interrogé sur la pérennité du plan Baker, M. de Soto s'est contenté de répondre que ce projet constituait encore récemment "la solution optimale" pour M. Annan comme pour le Conseil de sécurité.

LA FRANCE CRITIQUÉE

A l'inverse du Maroc, le Front Polisario estime que le plan Baker reste d'actualité. "La démission de Baker est une perte pour les Sahraouis, les Marocains et toute la région. Il nous laisse cependant un plan qui sera une référence obligatoire pour tout effort -de règlement- des Nations unies", déclare Ahmed Boukhari, représentant du Front Polisario à l'ONU. Pour lui, le grand mérite du plan Baker est d'avoir "confirmé le principe de l'autodétermination".

"Avec ou sans Baker", ce plan ne sera pas remis en cause, estime Ahmed Boukhari, les Etats-Unis n'étant pas hostiles, selon lui, à l'idée d'un Etat sahraoui. Sur la position "unilatérale et unidimensionnelle" de la France (en faveur du Maroc), le délégué du Front Polisario ne cache pas son amertume. D'autant que l'Union européenne, dit-il, s'est laissé

influencer par la position française. "C'est le seul dossier dans lequel la diplomatie européenne est absente", déplore-t-il.

Et l'Algérie ? Le Front Polisario pourra-t-il longtemps continuer à compter sur elle ? "Nous n'avons pas de doute ni de crainte à ce sujet", affirme Ahmed Boukhari. La position de principe des Algériens va au-delà des questions de personnes au pouvoir.

S'il est un point sur lequel Sahraouis, Algériens et Marocains se rejoignent aujourd'hui, c'est qu'une solution a peu de chances de voir le jour demain. "On dit toujours que la non-résolution de ce conflit bloque la construction du Maghreb et la relation algéro-marocaine. Moi, je dis

le contraire", analyse Khadija Mohsen-Finan. Pour cette chercheuse à l'Institut français des relations internationales, c'est parce que le Maroc et l'Algérie n'ont "pas évolué d'un pouce sur le plan politique" que le conflit du Sahara est dans l'impasse. Même tentation hégémonique des deux côtés. Même recours au nationalisme. Mêmes personnages au pouvoir. Au Maroc, il n'y a pas de rotation des élites. En Algérie, la hiérarchie militaire garde la mainmise sur la vie politique. Sans évolution de ces facteurs-clés, estime Khadija Mohsen-Finan, le statu quo sur la question du Sahara risque de durer encore longtemps.

(Le Monde 25/06/2004)
Florence Beaugé